

JOURNAL OFFICIEL

DES

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

23 AVRIL 1964

ÉDITION DE LANGUE FRANÇAISE

7^e ANNÉE N° 65

SOMMAIRE

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

INFORMATIONS

LA COMMISSION

64/252/CEE :

<i>La situation économique de la Communauté</i>	1037/64
<i>I — La situation d'ensemble</i>	1037/64
<i>II — La situation dans les pays de la Communauté</i>	1039/64
<i>III — Les perspectives d'évolution de la production industrielle au cours du deuxième trimestre de 1964</i>	1043/64

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

HAUTE AUTORITÉ

<i>Programmes prévisionnels pour le deuxième trimestre de 1964</i>	1049/64
<i>I — Programme prévisionnel « charbon »</i>	1049/64
<i>II — Programme prévisionnel « sidérurgie »</i>	1054/64

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

INFORMATIONS

LA COMMISSION

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA COMMUNAUTÉ

(64/252/CEE)

Conformément à la répartition des tâches, intervenue entre les trois exécutifs européens, la Commission économique européenne a la charge des études de conjoncture. Des fonctionnaires compétents des autres exécutifs européens y participent.

La Commission de la C.E.E. publie sous forme de brochure, au début de chaque trimestre, une analyse conjoncturelle (voir pour ce trimestre : *La Situation économique de la Communauté. Mars 1964*).

Un résumé de cette analyse conjoncturelle est publié au *Journal officiel des Communautés européennes* comme introduction aux programmes prévisionnels périodiques établis selon les règles en vigueur dans la Communauté européenne du charbon et de l'acier et qui sont présentés dans le même numéro du Journal officiel.

I — LA SITUATION D'ENSEMBLE

L'expansion économique de la Communauté s'est poursuivie à un rythme soutenu au quatrième trimestre de 1963 et, pour autant que l'on puisse en juger dès à présent, dans les premiers mois de 1964.

La demande globale nominale a encore augmenté considérablement. La progression des exportations de marchandises vers les pays tiers est demeurée assez constante; leur taux d'accroisse-

ment d'une année à l'autre s'est chiffré à 7 % pour le quatrième trimestre. La demande intérieure n'a rien perdu de son dynamisme. La croissance des investissements s'est même accélérée. Grâce aux conditions climatiques favorables et à l'accroissement de l'emploi, les investissements sous forme de construction ont témoigné d'une vigoureuse tendance à l'expansion. Les investissements d'équipement, eux aussi, ont continué de se développer

dans l'ensemble, tout en présentant de nettes différences d'un pays à l'autre : accroissement relativement faible en Italie, tendance à la stabilisation en France et signes très nets de reprise dans la république fédérale d'Allemagne. L'expansion de la consommation privée ne s'est guère affaiblie. Elle a marqué une accélération plus ou moins vive aux Pays-Bas et en Belgique, et est restée modérée dans la république fédérale d'Allemagne; en Italie et en France, son rythme, tout en demeurant rapide, s'est un peu ralenti. En général, une sensible progression de la consommation des administrations a également été observée. Au total, il ne semble pas que la croissance de la consommation, en termes réels, se soit affaiblie dans la Communauté.

La croissance de la production industrielle s'est accélérée; du troisième au quatrième trimestre, l'indice désaisonnalisé de l'Office statistique des Communautés européennes a augmenté de 3 %, contre 0,5 % du second au troisième trimestre. L'indice brut a dépassé de 7 %, au quatrième trimestre, le niveau qu'il atteignait un an plus tôt. Les effectifs occupés ne se sont accrus que dans une faible mesure, surtout dans l'industrie, et les progrès de productivité ont ainsi été un peu plus rapides.

La croissance des importations, déjà considérable, s'est encore accélérée, par suite notamment d'une vigoureuse progression des achats de matières premières. Les importations de marchandises en provenance des pays non-membres ont dépassé de 11,5 %, au quatrième trimestre, leur niveau de la période correspondante de l'année précédente. Les exportations ayant progressé moins vite, la détérioration de la balance commerciale s'est poursuivie. Le déficit, s'est élevé à 650 millions de dollars au quatrième trimestre; il s'est ainsi accru de 265 millions de dollars par rapport au quatrième trimestre de 1962. Les réserves d'or et de devises des autorités monétaires des pays membres n'ont augmenté, au total, que de 81 millions de dollars; la diminution des avoirs nets en devises des banques commerciales ayant dépassé ce montant, la balance globale des paiements de la Communauté, après une assez longue période d'excédents, paraît s'être soldée par un déficit.

Les tendances à la hausse des prix se sont poursuivies. Dans certains pays membres — la France et l'Italie — le rythme de progression, qui avait été particulièrement rapide, s'est quelque peu ralenti, tandis qu'en Belgique, et surtout aux Pays-Bas, la hausse s'est accélérée. L'augmentation des prix a été due surtout à l'écart persistant entre l'expansion de la demande globale nominale et celle de l'offre, sur les marchés intérieurs, ainsi qu'à la progression, étroitement liée à cette disparité des coûts salariaux par unité produite. A ces facteurs de hausse se sont ajoutés, pour la période considérée, l'incidence de l'enchérissement de cer-

taines matières premières sur les marchés mondiaux ainsi que les fluctuations isolées des prix de certaines denrées alimentaires, notamment de la viande.

Pour la Communauté prise dans son ensemble, les perspectives d'évolution économique pour 1964 ne se sont pas modifiées sensiblement par rapport à celles qui ont été décrites dans le dernier rapport trimestriel (4-1963). Toutefois, dans des domaines particuliers, les tendances peuvent être nuancées de manière un peu différente, si l'on tient compte de l'évolution la plus récente ainsi que des nouvelles mesures de politique économique prises entre-temps.

D'une part, l'expansion de la demande extérieure sera certainement aussi vive qu'on le prévoyait, d'autant plus qu'aux États-Unis les allègements fiscaux sont à présent adoptés, et qu'au Royaume-Uni s'est esquissée une nette accélération de la conjoncture intérieure, dont l'incidence sur la propension à importer est déjà sensible.

En ce qui concerne, d'autre part, la demande intérieure, il faut s'attendre, surtout en France et peut-être aussi en Italie, à la suite des mesures de stabilisation qui ont été prises dans ces pays, que la croissance de la consommation privée sera un peu plus lente qu'on ne l'escomptait à fin 1963. Aux Pays-Bas, par contre, il y a lieu de prévoir une progression encore plus rapide, tandis qu'en Belgique l'expansion de la consommation privée se poursuivra au rythme accéléré qui caractérisait déjà le dernier trimestre de 1963. Dans la république fédérale d'Allemagne, cette expansion semble devoir rester modérée, du moins dans l'immédiat.

Les investissements, eux aussi, se développeront encore sensiblement, en particulier les investissements sous forme de construction — notamment dans le secteur du logement — et la constitution de stocks. Les investissements d'équipement des entreprises progresseront à un rythme accéléré dans la république fédérale d'Allemagne, conserveront à peu près leur rythme de croissance actuel en Belgique et augmenteront sensiblement aux Pays-Bas, encore que, dans ce dernier pays, un net ralentissement soit à prévoir pour la fin de l'année. Quant à la France et à l'Italie, il semble que le développement des investissements des entreprises ne doive plus y être bien rapide.

Du côté de l'offre également, il faut encore envisager, pour les prochains mois, une expansion assez vive qui, semble-t-il, dépassera les prévisions dans une certaine mesure. A la nette différence de l'an dernier, les conditions climatiques ont favorisé l'activité dans la construction durant les premiers mois de l'année. Au total, l'accroissement du produit national brut à prix constants, de 1963 à 1964, pourrait atteindre quelque 5 %, au lieu des 4,5 % que l'on prévoyait à fin 1963. Le taux de progression de la production industrielle pourrait se chiffrer à 7 %.

Il semble nécessaire d'ajuster en hausse légère les prévisions relatives aux importations en 1964. La détérioration de la balance commerciale restera sans doute assez sensible; la balance des paiements courants sera déficitaire.

Cependant, et bien que les efforts de stabilisation aient été, entretemps, plus ou moins intensifiés dans tous les pays membres — sauf dans la république fédérale d'Allemagne où la situation ne l'exigeait pas encore — les perspectives d'évolution des prix ne se sont guère améliorées pour le restant de l'année. Sans doute la hausse pourrait-elle encore se ralentir en France et en Italie. Mais il semble que de fortes majorations soient encore à prévoir aux Pays-Bas, tandis qu'en Belgique les tendances à la hausse persisteront et s'accroîtront par rapport à la période correspondante de 1963. Une reprise de la hausse menace

de se produire dans la république fédérale d'Allemagne.

Dans ces conditions, la lutte contre les déséquilibres inflationnistes doit rester le premier objectif de la politique conjoncturelle dans la Communauté. Il s'agit manifestement d'une tâche qui ne peut être menée à bien isolément et qui requiert une solution communautaire. S'il est vrai que les autorités nationales responsables de la politique conjoncturelle ont déjà pris, pour l'essentiel, des mesures judicieuses quant à leur orientation — judicieuses aussi au regard des suggestions formulées à plusieurs reprises par la Commission, le Comité de politique conjoncturelle et le Comité monétaire — il est cependant nécessaire de renforcer et de coordonner encore plus étroitement cette action. La Commission soumettra au Conseil des propositions en ce sens.

II — LA SITUATION DANS LES PAYS DE LA COMMUNAUTÉ

1. République fédérale d'Allemagne

L'expansion économique s'est sensiblement accélérée au quatrième trimestre de 1963 et, pour autant qu'il est possible d'en juger dès maintenant, également au cours des premiers mois de 1964. L'impulsion reçue des exportations a été particulièrement forte. Si les investissements d'équipement n'ont augmenté jusqu'ici que modérément, la formation brute de capital fixe prise dans son ensemble a progressé assez sensiblement sous l'effet du développement toujours vigoureux des investissements dans le secteur de la construction. La formation de stocks semble également avoir de nouveau contribué davantage à l'expansion de la demande globale. Si les dépenses de consommation des administrations ont encore vigoureusement progressé, l'évolution a été relativement calme en ce qui concerne la consommation privée, la progression des revenus s'étant ralentie et la propension à épargner étant restée élevée.

L'offre intérieure semble s'être développée à un rythme accéléré. D'après l'indice par journée de travail calculé par le Statistisches Bundesamt, la production industrielle a dépassé de 5,3 %, au quatrième trimestre de 1963, le niveau de la période correspondante de l'année précédente, alors que le taux d'accroissement correspondant avait été de 3,4 % pour le troisième trimestre. En revanche, les importations pourraient avoir légèrement fléchi. Les prix sont restés orientés à la hausse, principalement par suite de nouvelles augmentations dans le secteur de la construction, de la poursuite de la hausse des prix de certains produits agricoles ainsi qu'en raison du relèvement des loyers et des prix de certains services.

L'excédent de la balance commerciale a atteint au quatrième trimestre un niveau record de 2,84 milliards de DM. Les réserves officielles

d'or et de devises ont augmenté d'environ 1 milliard de DM.

Compte tenu de l'évolution observée au cours des derniers mois, les perspectives d'expansion se sont encore améliorées pour 1964. Les impulsions émanant de la demande extérieure se sont renforcées. La propension à investir est en net progrès dans le secteur des entreprises. Il faut s'attendre à voir se poursuivre la vigoureuse expansion des investissements des administrations sous forme de la construction de logements. La consommation des administrations pourrait à nouveau se développer sensiblement. En revanche, l'expansion de la consommation privée pourrait rester assez modérée pendant un certain temps encore.

Bien que les réserves de main-d'œuvre soient extrêmement limitées, l'élasticité de l'offre intérieure de biens et de services pourrait rester assez grande. De même, le rythme d'expansion des importations pourrait à nouveau s'accélérer quelque peu. En dehors des secteurs du bâtiment et des services, le niveau des prix pourrait être encore caractérisé prochainement par une stabilité relative. Les excédents de la balance des paiements courants continueront sans doute d'augmenter sensiblement.

Dans l'ensemble, les perspectives ainsi esquissées correspondent dans une large mesure aux prévisions formulées dans le dernier rapport trimestriel (4-1963). Compte tenu notamment des perspectives encore améliorées d'expansion de la demande étrangère et des investissements, la production industrielle — calculée par mois civil — pourrait même progresser d'environ 6 % et le taux de croissance du produit national brut pourrait atteindre 5 à 5,5 % en volume.

2. France

L'expansion économique s'est poursuivie au quatrième trimestre de 1963 à un rythme assez rapide. Pour autant que l'on puisse déjà en juger, les premiers mois de 1964 ont été également caractérisés par la persistance de la croissance.

Les exportations ont continué de progresser. La demande intérieure s'est encore accrue : toutefois, en raison des répercussions directes et indirectes de la politique de stabilisation, une certaine tendance au ralentissement semble s'être dessinée, tout au moins en ce qui concerne la consommation privée et les dépenses des administrations.

La croissance de l'offre est demeurée très vive. La production industrielle a dépassé de 8,5 %, au quatrième trimestre, le niveau atteint un an auparavant. En outre, les importations ont progressé de façon particulièrement vigoureuse.

Ces tendances de l'offre et de la demande et, surtout, l'introduction de contrôles directs des prix ont entraîné un net affaiblissement de la hausse des prix.

La vive progression des importations s'est traduite par une nouvelle et considérable détérioration de la balance commerciale qui a accusé au quatrième trimestre (vis-à-vis des pays situés en dehors de la zone franc et sur la base des statistiques douanières) un déficit de 77 millions de dollars. Néanmoins, les réserves d'or et de devises ont encore augmenté de 135 millions de dollars.

Le gouvernement a poursuivi et même accentué ses efforts de stabilisation. Les mesures prises ou annoncées dans le domaine de la politique budgétaire et de la politique monétaire et du crédit auront

sans doute pour conséquence une tendance un peu plus sensible au ralentissement de l'expansion de la demande.

En effet, on peut s'attendre, d'une part, à un développement un peu moins rapide des exportations — lequel était de toute façon déjà attendu — d'autre part, à une augmentation encore assez modérée des dépenses d'investissement et à un ralentissement légèrement plus accusé de la consommation privée.

Si cette évolution de la demande devait entraîner dans quelques branches une certaine diminution de la croissance de la production, c'est surtout du côté des importations que l'expansion devrait se ralentir.

Eu égard à ces perspectives d'évolution de la demande et de l'offre, le retour à l'équilibre ne pourra encore s'effectuer à court terme : la balance commerciale continuera vraisemblablement de se détériorer, à un rythme toutefois moins rapide que jusqu'à présent, et les tendances à la hausse des prix pourraient demeurer assez marquées — ce qui apparaîtrait sans doute si les contrôles de prix étaient supprimés. La poursuite, et même l'intensification, des efforts visant à la stabilisation reste, par conséquent, nécessaire.

Bien que l'on s'attende à un ralentissement légèrement plus marqué de l'expansion de la demande, il n'y a pas lieu de modifier substantiellement les prévisions établies à la fin de l'année 1963. En effet, l'expansion a été si rapide au cours des derniers mois que le taux d'accroissement annuel du produit national brut pour 1964 peut toujours être évalué à près de 5 % en volume et celui de la production industrielle à plus de 6 %.

3. Italie

Durant les derniers mois de l'année 1963, l'évolution économique est restée caractérisée par une croissance considérable, dont les dépenses de consommation privée ont encore été le facteur déterminant. Les déséquilibres internes et externes ont subsisté.

La demande étrangère — à tout le moins l'exportation de marchandises — a continué de s'accroître, en valeur comme en volume : pour le quatrième trimestre, le taux de progression, d'une année à l'autre, s'est établi à 8,5 % en valeur.

La formation brute de capital fixe est restée orientée à l'expansion. L'évolution a toutefois été assez différenciée, la progression ayant été plus rapide pour les investissements d'équipement que pour la construction. Ceci pourrait tenir notamment à l'intensification des efforts de rationalisation

et aux effets d'une politique de crédit orientée en ce sens. Les dépenses de consommation de l'État n'ont apparemment pas marqué d'augmentation appréciable, mais il semble bien qu'un accroissement sensible — un peu ralenti cependant — ait à nouveau caractérisé les dépenses de consommation privée, par suite de l'augmentation de la masse salariale.

Du côté de l'offre, il convient de mentionner tout particulièrement, eu égard à la vive expansion de la consommation, les résultats de nouveau meilleurs, après une assez longue interruption, des récoltes de légumes, d'olives et d'autres fruits. La production industrielle, elle aussi, a progressé sensiblement ; au quatrième trimestre, elle se situait à 8,6 % au-dessus du niveau qu'elle atteignait un an plus tôt. Le développement des

importations de biens et services a toutefois été moins rapide qu'au cours des mois précédents. Les importations de marchandises ont dépassé de quelque 20 %, en valeur, leur niveau du quatrième trimestre de 1962.

La tendance fondamentale des prix est restée orientée à une hausse assez rapide, bien que les résultats des récoltes aient parfois exercé une influence modératrice. En décembre, les prix de gros ont dépassé de 5,4 % et les prix à la consommation de 6,9 % leur niveau de décembre 1962. L'écart est même de 8,4 % pour l'indice du coût de la vie, qui présente une importance particulière du fait qu'il constitue la base de calcul des indemnités de vie chère; celles-ci ont encore été majorées en novembre 1963, puis, dans une mesure très sensible, en février 1964.

Bien que l'évolution relative des exportations et des importations se soit légèrement améliorée depuis peu, le déficit des échanges de marchandises a encore augmenté. Les réserves officielles d'or et de devises ont diminué de 376 millions de dollars au quatrième trimestre et de 139 millions de dollars en janvier 1964. Cette évolution n'a cependant entraîné, au quatrième trimestre, aucune réduction des liquidités intérieures, du fait notamment que, dans le même temps, celles-ci ont été fortement soutenues par les opérations du Trésor.

Les perspectives d'évolution conjoncturelle pour l'année 1964 sont restées à l'expansion. Il semble bien que les exportations augmenteront un peu plus rapidement que l'année dernière. Les

impulsions relativement les plus vives paraissent cependant devoir émaner encore des dépenses de consommation privée. En revanche, la croissance de la formation brute de capital fixe pourrait être plus faible qu'en 1963. Mais c'est principalement dans le domaine des dépenses de consommation des administrations qu'il y a lieu de s'attendre à un ralentissement.

Dans ces conditions, l'expansion de la production demeurera sans doute vigoureuse. Le taux d'accroissement, d'une année à l'autre, pourrait atteindre 8 % pour la production industrielle et 5 % pour le produit national brut à prix constants.

Ces perspectives d'évolution de la demande et de l'offre intérieure impliquent toutefois la poursuite d'une hausse des prix sensible, bien que ralentie, et la persistance d'un déficit important de la balance des paiements, qui pourrait créer de sérieuses difficultés, pour les autres pays membres également. La nécessité d'une politique visant à endiguer rapidement l'expansion de la demande intérieure nominale, même au prix d'un certain ralentissement de la croissance de la production, reste toujours aussi impérieuse. Il faut donc se féliciter que le gouvernement ait pris récemment une série de décisions de politique conjoncturelle, principalement dans le domaine fiscal, en vue de remédier à la croissance excessive des dépenses de consommation et de stimuler le marché financier. Mais les effets de stabilisation déployés par le gouvernement devraient encore être notablement étendus et intensifiés.

4. Pays-Bas

La croissance de l'activité économique s'est poursuivie à un rythme rapide au cours des derniers mois de 1963 et au début de 1964. Si la progression des exportations s'est quelque peu ralentie, la demande intérieure a de nouveau été orientée plus nettement à l'expansion. Les investissements fixes ont encore augmenté sensiblement : les investissements d'équipement se sont accrus et des progrès très marqués ont été obtenus dans le secteur de la construction en raison d'un accroissement des effectifs occupés, de conditions climatiques relativement favorables ainsi que des nouveaux gains de productivité. Le rythme de croissance de la consommation privée s'est nettement accéléré par suite d'une progression notable des revenus et sans doute aussi d'un fléchissement du taux d'épargne des ménages.

La pénurie de main-d'œuvre est restée très prononcée, ce qui explique d'ailleurs en partie la très forte hausse des salaires qui s'est concrétisée à la fin du mois d'octobre par les accords conclus pour 1964 entre les partenaires sociaux.

Le développement de la production industrielle s'est poursuivi : selon le nouvel indice du CBS le

taux de croissance par rapport à la période correspondante de l'année précédente a atteint environ 7 % comme au trimestre précédent. La progression des importations de marchandises s'est accélérée.

Après être restés relativement stables au troisième trimestre, les prix de détail ont repris leur mouvement de hausse : à la mi-décembre l'indice dépassait de 3,8 % le niveau atteint à la même époque de l'année précédente. Cette évolution s'explique par les hausses de prix de certaines denrées alimentaires, la progression des charges salariales ainsi que par le renchérissement de certaines matières premières importées.

La balance commerciale s'est fortement détériorée au quatrième trimestre, mais la balance globale des paiements semble s'être soldée par un léger excédent en raison surtout de paiements plus importants reçus de l'étranger au titre de revenus de facteurs.

Étant donné la vigoureuse expansion de la demande intérieure et la détérioration de la position concurrentielle des Pays-Bas, les exportations devraient progresser moins rapidement au cours

des prochains mois. Compte tenu des fortes augmentations de salaires, les dépenses de consommation privée connaîtront sans aucun doute un essor très important au printemps. L'évolution des investissements d'équipement des entreprises restera encore orientée à l'expansion mais elle pourrait toutefois se stabiliser, à peu près vers le milieu de l'année, ou même avoir tendance à fléchir. En effet les possibilités de financement seront alors beaucoup plus réduites du fait de la forte aggravation des charges salariales par unité produite alors qu'en même temps seront appliquées une politique restrictive en matière de crédit et une politique d'intervention directe contre les hausses de prix. Les investissements dans le secteur de la construction constitueront sans doute un stimulant important de la conjoncture.

Sous l'effet de la pression de la demande et des gains très importants de productivité, la production industrielle se développera plus rapidement qu'en 1963. Les importations continueront de progresser au rythme accéléré observé depuis déjà un certain temps. La balance des paiements courants pourrait se détériorer sensiblement. Le

niveau des prix sera influencé par les déséquilibres de plus en plus marqués de l'économie néerlandaise.

Dans l'ensemble, les facteurs de déséquilibre qui, vers la fin de 1963, orientaient les perspectives au moment de l'établissement des prévisions pour l'ensemble de 1964, se sont encore accentués. Ainsi la masse salariale et les dépenses de consommation privée de même que la production et les importations progresseront plus rapidement qu'il n'avait été prévu initialement. Le taux de croissance du produit national brut pourrait se situer à 5,5 %.

En raison de la forte détérioration de la balance commerciale, les Pays-Bas commencent également à exercer des effets stimulants sur la conjoncture dans les autres pays membres de la Communauté. La politique conjoncturelle n'aura pas seulement pour tâche d'éviter en automne l'apparition d'une spirale salaires-prix-salaires pour 1965 et de recréer à plus long terme les conditions d'équilibre; elle devra également s'efforcer d'atteindre ce dernier objectif aussi rapidement que possible afin d'éliminer précisément les impulsions exercées vers l'extérieur.

5. Union économique belgo-luxembourgeoise

BELGIQUE

Au cours des derniers mois de 1963 et au début de 1964, l'expansion économique semble s'être quelque peu accélérée; mais dans le même temps, l'existence d'un certain déséquilibre intérieur s'est confirmée.

D'une part, le très vif essor des exportations s'est poursuivi, encore qu'il ait vraisemblablement marqué un léger ralentissement conjoncturel. Les exportations de marchandises ont dépassé de près de 18 %, en valeur, au quatrième trimestre, leur niveau de la période correspondante de l'année précédente. D'autre part, l'expansion de la demande intérieure devrait s'être encore accélérée quelque peu. Les dépenses relatives à la formation brute de capital fixe ont continué de marquer une très nette tendance à la progression et le rythme d'expansion de la demande de biens de consommation pourrait être devenu plus rapide. La croissance des revenus — et notamment de la masse des salaires et traitements — s'est sans doute intensifiée.

Bien que la pénurie générale de main-d'œuvre se soit vraisemblablement aggravée, l'offre intérieure s'est encore accrue. D'après l'indice de l'I.R.E.S.P., la production industrielle a augmenté d'environ 9 % au quatrième trimestre de 1963 par rapport au même trimestre de 1962. Toutefois, au cours de cette dernière période, des facteurs exceptionnels avaient entravé temporairement la croissance de la production. En revanche, la progression conjoncturelle des importations s'est sans doute temporairement ralentie.

Les tensions provoquées par la poussée de la demande globale, la raréfaction de la main-d'œuvre, l'augmentation des coûts de production, ainsi que la rigidité de l'offre de certains produits alimentaires se sont traduits par une hausse accélérée des prix. L'indice des prix de détail dépassait de 3,7 %, en janvier-février 1964, le niveau des mêmes mois de l'année précédente.

La balance commerciale s'est soldée, au quatrième trimestre, par un déficit important. Sans doute celui-ci a-t-il été moins élevé qu'à la même époque de l'année précédente, mais les facteurs exceptionnels déjà mentionnés avaient alors entravé le développement des exportations. La balance globale des paiements courants pourrait aussi avoir été déficitaire. Si les réserves d'or et de devises des institutions monétaires officielles se sont néanmoins accrues de 43 millions de dollars, c'est en raison des importations de capitaux à court terme, effectuées afin de financer le déficit du Trésor.

En ce qui concerne l'évolution au cours des prochains mois, il semble que l'expansion de la demande globale nominale demeurera trop rapide par rapport aux possibilités de l'offre intérieure. En effet, de nouvelles impulsions devraient provenir des exportations notamment en raison de la haute conjoncture mondiale. De plus, les investissements continueront d'être caractérisés par une nette tendance à la progression. Il y a tout lieu de penser que l'augmentation de la masse des salaires et traitements

— et par conséquent celle des dépenses de consommation — se poursuivra au moins au rythme accéléré qui a caractérisé les derniers mois de 1963.

En revanche, il n'y a guère lieu d'escompter un accroissement nettement plus rapide de l'offre. La production industrielle pourrait progresser d'environ 5 % au cours de l'année; au total, le taux de croissance du produit national brut devrait

atteindre 4 % en 1964. Une tendance relativement marquée à la hausse des prix sera encore observée.

De nouvelles mesures de stabilisation viennent d'être prises ou sont envisagées par les autorités compétentes. Il est évident qu'une politique de stabilisation efficace pourrait améliorer à bien des égards les perspectives qui viennent d'être esquissées ci-dessus.

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Au quatrième trimestre de 1963, l'expansion de la demande globale n'a progressé que faiblement. L'évolution des exportations est restée hésitante, en dépit des premiers signes d'amélioration de la conjoncture sur les marchés mondiaux de l'acier. La croissance de la demande intérieure a été due surtout à la nouvelle progression de la consommation privée; les investissements n'ont augmenté que modérément.

La tendance conjoncturelle à une évolution plus favorable de la production industrielle a cessé d'être observée au quatrième trimestre. Les effectifs au travail n'ont guère augmenté. Par suite d'une légère diminution des prix des denrées alimentaires, le mouvement de hausse du coût de

la vie semble s'être fortement ralenti au quatrième trimestre.

Les perspectives pour l'ensemble de l'année 1964, telles qu'elles ont été esquissées dans le rapport trimestriel 4-1963 restent valables, pour l'essentiel, en ce qui concerne l'évolution de l'économie luxembourgeoise au cours des mois à venir. Les exportations pourraient toutefois marquer une assez forte reprise. La consommation privée devrait progresser à nouveau vigoureusement, mais la formation de capital fixe semble devoir fléchir légèrement. Il est permis d'escompter une reprise de l'expansion de la production industrielle. La tendance à la hausse des prix devrait persister.

III — LES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE AU COURS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 1964

Au dernier trimestre de l'année 1963, la croissance de la *production industrielle* de la Communauté a été, dans l'ensemble, plus rapide qu'au cours du trimestre précédent. C'est surtout dans la R.F. d'Allemagne qu'une accélération a été observée, qui est principalement imputable au développement de la demande extérieure. Dans les pays du Benelux également, la tendance à l'expansion s'est confirmée : en Belgique grâce à une vive progression des exportations, aux Pays-Bas en raison surtout d'un vigoureux développement de la consommation privée, et au grand-duché de Luxembourg du fait de la reprise de la demande de produits sidérurgiques, observée vers la fin de l'année dans les pays utilisateurs. En revanche, l'expansion conjoncturelle a légèrement fléchi en France et en Italie, bien qu'elle y soit demeurée importante. Dans ces deux pays, l'évolution des investissements des entreprises du secteur privé est restée hésitante et il semble que la croissance des dépenses de consommation privée ait été un peu plus modérée que précédemment.

Ces diverses tendances ont sans doute persisté au premier trimestre de 1964. Le taux de croissance de la production industrielle, par rapport à la même période de l'année précédente, pourrait avoir été très élevé — environ 10 % —, d'autant plus que les conditions climatiques ont été bonnes cet hiver, à l'inverse de l'année précédente. Au

deuxième trimestre de 1964, la progression de la production industrielle devrait se poursuivre à peu près au même rythme qu'à la fin de 1963. Comme les différences dans les conditions climatiques n'auront plus, à cette époque, d'incidence sur le taux d'accroissement d'une année à l'autre, la production industrielle de la Communauté devrait dépasser de quelque 6 % le niveau qu'elle atteignait un an plus tôt.

Quant à l'*industrie transformatrice des métaux*, elle a continué de bénéficier, au dernier trimestre de 1963, et au début de 1964, de sensibles impulsions émanant de la demande de biens de consommation durables; tel fut, en particulier, le cas dans la R.F. d'Allemagne et dans les pays du Benelux, où, par ailleurs, la demande de biens d'équipement s'est développée. Au deuxième trimestre de 1964, cette expansion pourrait se ralentir quelque peu — surtout dans la construction automobile italienne, du fait des mesures de stabilisation prises dans ce pays, mais aussi en France. L'incidence de ce ralentissement sera cependant compensée en partie par des progrès plus rapides dans les industries de biens d'équipement, en particulier dans la R.F. d'Allemagne. Dans ces conditions, le taux de croissance de la production de l'industrie transformatrice des métaux, par rapport à la même période de 1963, pourrait demeurer voisin de 7 % pour l'ensemble de la Communauté.

TABLEAU 1

Production industrielle de la Communauté

Année ou trimestre	Production industrielle ⁽¹⁾			Production de l'industrie transformatrice des métaux	
	Indice brut		Indice désaisonnalisé ⁽²⁾	Indice (1958 = 100)	Variations en % par rapport à l'année précédente
	Indice (1958 = 100)	Variations en % par rapport à l'année précédente	1958 = 100		
1958	100	3		100	5
1959	106	6		106	6
1960	119	12		121	14
1961	127	7		131	8
1962	135	6		138	5
1963	141	5		147	6
1962					
I	133	6	132	136	7
II	139	6	133	144	6
III	126	7	135	125	5
IV	142	6	137	147	6
1963					
I	136	2	137	139	3
II	147	6	140	154	7
III	132	5	142	132	6
IV ⁽³⁾	152	7	145	158	7
1964					
I ⁽⁴⁾	149	10	148	153	10
II ⁽⁴⁾	156	6	150	165	7

⁽¹⁾ A l'exclusion de la construction, des industries alimentaires, boissons et tabacs.

⁽²⁾ Tendance approximative de la production industrielle.

⁽³⁾ Provisoires.

⁽⁴⁾ Estimations.

A — Industrie automobile

Au quatrième trimestre de 1963 et au début de 1964, la production de *voitures particulières et commerciales* a encore progressé à un rythme rapide, bien que légèrement ralenti. Si le fléchissement du taux de croissance annuel, du troisième au quatrième trimestre de 1963, reflète en partie l'accélération particulièrement vigoureuse de fin 1962, qui ne s'est pas poursuivie, le fait que le taux de croissance d'une année à l'autre soit également demeuré assez faible au début de 1964 révèle des tendances au ralentissement de la demande.

Au cours des prochains mois, la demande de voitures particulières et commerciales devrait, dans tous les pays membres, se maintenir à un niveau élevé. Le nombre des immatriculations de nouvelles voitures ne devrait augmenter que modérément dans la R.F. d'Allemagne, tandis

qu'en Italie l'accroissement sera sans doute freiné par les mesures prises récemment par le gouvernement : relèvement du prix de l'essence, instauration d'une taxe spéciale à l'achat de nouvelles voitures et conditions plus sévères pour les ventes à tempérament. En France aussi, la demande donne des signes d'un ralentissement qui pourrait également résulter, dans une certaine mesure, de la politique de stabilisation. Toutefois, dans ces deux pays, et surtout en Italie, le fléchissement de la croissance de la demande intérieure pourrait se répercuter davantage sur les importations que sur la production; une accélération des exportations pourrait également se manifester, surtout en Italie. Dans la R.F. d'Allemagne, le développement très vigoureux des ventes à l'étranger devrait se poursuivre au cours du premier semestre de 1964.

Au total, il semble que la tendance au ralentissement de la croissance de la production de

voitures particulières et commerciales doit se poursuivre dans la Communauté. En tout état de cause, il n'y a pas lieu d'escompter une progression aussi forte que celle qui a été observée du premier au deuxième trimestre de 1963. En moyenne mensuelle, la production pourrait atteindre quelque 480.000 unités au deuxième trimestre de 1964, ce qui représente une augmentation de 7 % par rapport à la même période de l'année précédente.

En ce qui concerne les véhicules utilitaires, les tendances sont nettement différenciées d'un pays à l'autre. Dans la R.F. d'Allemagne, la

propension à investir et les exportations s'améliorent et stimulent la production de véhicules utilitaires. En Italie, la demande a tendance à fléchir, tandis qu'en France et dans les pays du Benelux l'expansion se poursuit, mais à un rythme modéré.

Pour la Communauté prise dans son ensemble, il n'y a pas lieu de prévoir une reprise dans ce secteur à brève échéance, mais plutôt le maintien du rythme actuel de la croissance conjoncturelle. La production de véhicules utilitaires pourrait ainsi atteindre, au deuxième trimestre, une moyenne mensuelle de 48.000 unités.

TABLEAU 2

Production de véhicules automobiles
(moyennes mensuelles)

Année ou trimestre	Voitures particulières et commerciales		Véhicules utilitaires (tracteurs exclus)	
	En milliers	Variations en % par rapport à l'année précédente	En milliers	Variations en % par rapport à l'année précédente
1959	258,8	17	33,4	+ 6
1960	300,3	16	38,5	+ 15
1961	306,2	2	37,6	— 3
1962	362,6	18	40,0	+ 6
1963 ⁽¹⁾	424,4	17	43,6	+ 9
1961				
I	316,7	1	42,5	+ 9
II	325,9	0	39,1	+ 2
III	261,0	0	32,0	— 33
IV	321,3	6,5	37,1	— 15
1962				
I	360,9	14	38,6	— 9
II	368,0	13	39,8	+ 2
III	314,2	20	37,8	+ 18
IV	407,2	27	46,8	+ 26
1963				
I	414,5	15	47,1	+ 22
II	447,5	22	45,6	+ 15
III	373,3	19	39,7	+ 5
IV ⁽¹⁾	450,3	11	47,8	+ 2
1964				
I ⁽²⁾	470	13	48	+ 2
II ⁽²⁾	480	7	48	+ 6

⁽¹⁾ Chiffres provisoires.

⁽²⁾ Prévisions.

B — Construction mécanique

Des tendances conjoncturelles assez différenciées d'un pays à l'autre ont influencé la production de la construction mécanique au quatrième trimestre de 1963. Dans la R.F. d'Allemagne, où les carnets de commandes se sont regarnis

depuis un certain temps déjà, la production a augmenté du troisième au quatrième trimestre de 1963 et a de nouveau atteint, pour la première fois depuis l'été de 1962, son niveau de la période correspondante de l'année précédente. En Belgique, grâce à la fermeté de la demande, la production a continué de se développer, bien que cette progres-

sion ait été légèrement ralentie, au premier trimestre de 1964, par des pertes de production locales (grèves). En France, par contre, l'évolution de la production des machines-outils n'a été qu'hésitante, en raison surtout du repli des exportations qui a fait suite à la diminution des inscriptions de commandes observée depuis le début de l'année 1963. Si l'on fait abstraction de l'expansion de la demande d'équipement pour les industries chimique et textile, ainsi que pour la construction, la demande intérieure est, en général, demeurée étalée. En Italie également, les progrès de la production ont marqué un ralentissement qui ne tient pas seulement à des grèves, mais aussi à des facteurs conjoncturels, la propension à investir des entreprises ayant tendance à s'affaiblir. Un repli parti-

culièrement marqué a même été observé, au quatrième trimestre, dans la construction mécanique de précision.

Dans l'ensemble de la Communauté, la croissance de la production de la construction mécanique devrait se poursuivre au deuxième trimestre de 1964. C'est dans les pays du Benelux que l'expansion devrait être la plus vigoureuse, tandis que, dans l'immédiat, elle restera encore assez modérée dans la R.F. d'Allemagne, où elle a seulement commencé de se manifester. En France et en Italie, où le climat des investissements n'est pas particulièrement favorable, la production ne progressera plus que faiblement.

TABLEAU 3

Production de l'industrie de la construction mécanique ⁽¹⁾

Année ou trimestre	Allemagne (R.F.)		Belgique		France		Italie	
	Indice (1958 = 100)	Variations en % par rapport à l'année précédente	Indice (1958 = 100)	Variations en % par rapport à l'année précédente	Indice (1958 = 100)	Variations en % par rapport à l'année précédente	Indice (1958 = 100)	Variations en % par rapport à l'année précédente
1959	103	3	101	1	94	— 6	111	11
1960	118	14	117	16	97	3	136	23
1961	130	10	129	10	109	12	155	14
1962	131	1	149	14	114	5	163	7
1963								
I	119	— 6	134	— 6	107	— 6	179	4
II	132	— 5	165	— 7	124	+ 2	187	+ 11
III	119	— 4	149	+ 8	—	—	152	+ 8
IV	136	0	175 ⁽²⁾	+ 8	—	—	178 ⁽²⁾	+ 4

⁽¹⁾ Indices nationaux. Pour la France, un nouvel indice a été calculé à partir de 1963, mais n'est pas tout à fait comparable à celui des années précédentes.

⁽²⁾ Estimation.

C — Construction navale

La nette diminution du tonnage des navires en construction dans la Communauté s'est fortement accentuée durant le dernier trimestre de 1963. Aussi, au 1^{er} janvier 1964, le tonnage global des navires sur cale était-il respectivement de 13 % et de 27 % inférieur à celui qui avait été enregistré les 1^{er} octobre et 1^{er} janvier 1963. Cette évolution, qui a affecté surtout la construction de cargos, reflète une nouvelle réduction des mises sur cale, ainsi qu'un accroissement des achèvements.

Dans l'ensemble des pays non-membres, le tonnage des navires en construction a également diminué au dernier trimestre de 1963. Une nette amélioration cependant a été observée sur le

marché maritime mondial. Par suite notamment de la forte expansion des transports maritimes de blé, et surtout des ventes dans les pays de l'Est, mais en raison aussi de l'accélération du développement du commerce mondial, le niveau des frets des cargaisons sèches s'est sensiblement relevé vers la fin de 1963. La reprise, en partie saisonnière, de la demande de transport de produits pétroliers a également entraîné une augmentation des taux de fret des pétroliers. L'amélioration des niveaux des frets et la forte demande de transports ont stimulé le réarmement de navires : au début de 1964 il ne restait plus, dans le monde, qu'environ 1,3 million de t.j.b. de navires désarmés, contre 4,5 millions un an auparavant; une nouvelle diminution de 100.000 t.j.b. a pu être observée au début de février 1964. Bien que la reprise de la

demande de transports maritimes tiennent en partie à des facteurs exceptionnels, l'augmentation des taux de fret des cargaisons sèches, face à un tonnage sensiblement réduit de navires désarmés, a provoqué, au dernier trimestre de 1963, une nette amélioration des carnets de commandes de cargos. Cependant l'afflux de commandes profite moins aux chantiers de la Communauté, dont la position concurrentielle s'est détériorée au cours des récentes années, par suite notamment d'une augmentation relativement rapide des coûts de production, qu'à

ceux des pays non-membres, en particulier du Japon.

Dans ces conditions, les perspectives de la construction navale dans la C.E.E. demeurent plutôt assez médiocres, bien qu'elles soient un peu meilleures que précédemment. Le tonnage global des navires en construction dans la Communauté, au 1^{er} juillet 1964, pourrait être inférieur d'environ 11 % au chiffre enregistré un an plus tôt.

TABLEAU 4

Construction navale
(Navires de mer en cours de construction)

Situation à la fin de l'année ou du trimestre	En milliers de tonnes	Variations en % par rapport à l'année précédente
1958	3.509	10
1959	3.167	— 10
1960	2.976	— 6
1961	2.853	— 4
1962	3.086	8
1963	2.270	— 27
1961		
I	2.768	— 13
II	2.843	— 8
III	2.783	— 10
IV	2.853	— 4
1962		
I	2.847	3
II	2.975	5
III	2.884	4
IV	3.086	8
1963		
I	3.009	6
II	2.750	— 8
III	2.610	— 10
IV	2.270	— 27
1964		
I ⁽¹⁾	2.350	— 22
II ⁽¹⁾	2.450	— 11

⁽¹⁾ Estimations.

Source : "Lloyd's Register of Shipping".

D — Industrie du bâtiment

Du fait des conditions climatiques, l'activité a fortement progressé, au cours des derniers mois de 1963, dans l'industrie de la construction de la Communauté. On a pu ainsi rattraper les retards provoqués par les grands froids au début de 1963 : dans plusieurs pays membres, le volume des travaux en cours, tout en demeurant supérieur

à ce qu'il était un an plus tôt, a marqué une réduction par rapport au chiffre très élevé atteint vers le milieu de l'année.

En effet, le rythme des achèvements a marqué au second semestre, et surtout durant les derniers mois de l'année, une accélération qui a été particulièrement nette pour les logements. Toutefois, dans quelques pays, et principalement dans la

R.F. d'Allemagne, la diminution du volume des travaux en cours tient sans doute aussi au ralentissement de la cadence des mises en chantier qui, lui-même, résulte notamment de la politique plus restrictive mise en œuvre pour détendre le marché de la construction.

L'expansion de l'activité dans la construction a eu tendance à s'accélérer encore davantage au premier trimestre de 1964. Cette évolution est surtout imputable aux conditions climatiques très favorables; dans certains pays cependant, par exemple aux Pays-Bas, l'augmentation de l'emploi dans ce secteur y a également contribué.

Dans l'ensemble, la demande, au sens des nouveaux projets de construction, semble avoir poursuivi sa progression, mais à un rythme ralenti.

Dans la R.F. d'Allemagne, le nombre de permis de construire, exception faite pour les bâtiments administratifs, a encore diminué au quatrième trimestre de 1963 par rapport à la même période de l'année précédente. En Italie également, une très légère réduction est apparue pour les permis de construire des logements.

Compte tenu du volume important des commandes, l'activité de l'industrie de la construction continuera de se développer dans la Communauté au cours des prochains mois, en dépit du freinage résultant de nouvelles mesures budgétaires et autres prises récemment dans divers pays membres. Par ailleurs, la politique restrictive devrait plutôt agir sur les prix et les coûts que freiner sensiblement l'activité elle-même de la construction.

TABLEAU 5

Logements

Année ou trimestre	Logements achevés ⁽¹⁾		Autorisations de construire ⁽¹⁾	
	En milliers	Variations en % par rapport à l'année précédente	En milliers	Variations en % par rapport à l'année précédente
1960	1.299	— 1	1.499	0
1961	1.313	1	1.633	9
1962	1.348	3	1.783	9
1961				
I	206	7	319	9
II	243	2	392	14
III	270	— 2	365	1
IV	469	— 1	363	0
1962				
I	198	— 4	329	3
II	237	— 3	385	— 2
III	274	1	387	6
IV	490	4	400	10
1963				
I	171	— 14	350	6
II	230 ⁽³⁾	— 3	408	6
III	296 ⁽³⁾	8	442 ⁽²⁾	14
IV	542 ⁽³⁾	11	416 ⁽³⁾	4

⁽¹⁾ Les données annuelles ne correspondent pas à la somme des données trimestrielles, parce qu'en Italie, ces dernières ne comprennent que les logements autorisés et achevés dans les chefs-lieux de province et communes de plus de 20.000 habitants.

⁽²⁾ Chiffres provisoires.

⁽³⁾ Estimations.

Source : Office statistique des Communautés européennes.

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

HAUTE AUTORITÉ

PROGRAMMES PRÉVISIONNELS POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE DE 1964

Les programmes prévisionnels de caractère indicatif portant sur la production, la consommation, l'exportation et l'importation de charbon et d'acier, établis conformément à l'article 46 du traité pour le deuxième trimestre 1964 sont précédés de considérations touchant l'évolution générale de la conjoncture dans les pays de la Communauté, publiées dans ce même numéro du *Journal officiel des Communautés européennes*.

Conformément à la répartition des tâches intervenue entre les exécutifs européens, la Haute Autorité participe aux études conjoncturelles dont la Commission de la Communauté économique européenne a la charge.

I — PROGRAMME PRÉVISIONNEL « CHARBON »

Observations générales

L'incertitude qui caractérise toute prévision est particulièrement grande pour celles du deuxième trimestre 1964. Après les efforts que se sont imposés tous les intéressés pour éviter des difficultés d'approvisionnement dans le cas d'un nouvel hiver rigoureux, les stocks chez les consommateurs et les négociants sont, au début du deuxième trimestre, plus élevés que d'habitude, l'hiver ayant été normal. Dans le secteur industriel, les stocks totaux chez les consommateurs n'ont jamais été aussi élevés au cours de ces trois dernières années; certains secteurs, les centrales électriques par exemple, se trouvaient au début de l'année devant des stocks correspondant à trois mois de consommation. Ceci est inhabituel lorsqu'on se réfère à la situation des dernières années. En

ce qui concerne le secteur domestique, on entend dire dans les milieux du négoce que les stocks tant chez les consommateurs que chez les détaillants sont actuellement supérieurs à la moyenne.

L'évolution future des stocks à la consommation engendre une marge d'incertitude importante pour les prévisions du deuxième trimestre. Trois facteurs gouvernent dans une large mesure l'approvisionnement des consommateurs pendant le trimestre qui vient : la température, l'hydraulicité, particulièrement en France, et le niveau des prix d'été.

En se fondant sur les hypothèses habituelles — température et hydraulicité moyennes — on ne peut s'attendre à voir le restockage chez les consommateurs atteindre le volume normal d'un deuxième trimestre, soit 1 à 1,5 million de t.

Il faut prévoir plutôt que les besoins pour restockage des consommateurs industriels se limiteront à 0,6 million de t. Faute de données statistiques, l'évolution des stocks dans le secteur domestique, qui pourrait être d'un intérêt particulier pendant ce deuxième trimestre, ne peut être prise en considération ici.

Consommation et demande

On prévoit que la consommation de charbon se tiendra presque au niveau de l'année dernière malgré la persistance des facteurs défavorables tels que la concurrence du pétrole et la diminution des consommations spécifiques. Ceci est dû à une évolution économique satisfaisante; l'activité industrielle devrait s'accroître de 6 %, et l'industrie sidérurgique retrouver un rythme plus vif.

La situation n'est pas aussi encourageante du point de vue des livraisons; celles-ci diminueraient par rapport au deuxième trimestre 1963 de 3,4 millions de t, soit 5 %, alors que la consommation ne baisserait pas même de 1 %. Ce recul sérieux s'explique par le restockage anormalement élevé chez les consommateurs au deuxième trimestre 1963 (4,4 millions de t), conséquence de la température des mois d'hiver; ce restockage a entraîné des livraisons exceptionnellement importantes.

On trouvera ci-après quelques observations sur l'évolution probable des secteurs qui influenceront de manière prépondérante sur la demande : centrales électriques, sidérurgie, industries diverses et secteur domestique.

On prévoit un accroissement marqué de la consommation dans les centrales minières et publiques : 1,7 million de t, soit 16 % de plus que l'an dernier. Cette augmentation excède appréciablement la moyenne de 7 % sur laquelle on table comme taux d'accroissement normal de la consommation de houille, moyenne qui résulte de l'expansion rapide des besoins en électricité, et tient également compte du recul à longue échéance de l'hydro-électricité et de l'utilisation croissante du pétrole. La variable à court terme qu'est l'hydraulicité intervient ici; les coefficients assez élevés du deuxième trimestre 1963 avaient tenu la production thermique à un niveau relativement bas. Si la mauvaise hydraulicité des premiers mois de 1964 devait persister, il sera nécessaire de faire appel dans une mesure plus large aux centrales

au charbon; en conséquence, la consommation de charbon croîtra plus encore qu'on ne l'admettrait pour une hydraulicité moyenne. Au contraire de la consommation, les livraisons aux centrales diminueraient, ce qu'on ne peut cependant attribuer qu'au restockage anormalement élevé du deuxième trimestre 1963, dû à l'hiver rigoureux (2,7 millions de t, à comparer aux 0,4 million de t prévues pour le deuxième trimestre 1964); ce restockage avait déterminé un volume de livraisons bien plus élevé que la consommation réelle.

Le second secteur où apparaîtrait un accroissement sensible de la consommation est l'industrie sidérurgique. Par suite de l'amélioration de la conjoncture, on prévoit une augmentation de la consommation de coke de 0,7 million de t, soit 6 %, malgré un progrès technique ininterrompu et une réduction correspondante de la consommation spécifique.

Cet accroissement de la consommation de coke dans la sidérurgie ferait plus que compenser le recul prévu pour les autres secteurs : foyers domestiques et industries diverses, si bien que la consommation totale de coke augmenterait. L'enfournement dans les cokeries dépasserait de 1,1 million de t, soit 5 %, le volume de la période correspondante de 1963.

En contraste avec ces accroissements de consommation, une diminution serait enregistrée dans les autres secteurs. Le recul serait particulièrement important dans les industries diverses. On prévoit ici une consommation de houille de 7,2 millions de t contre 7,6 millions de t en 1963 et en 1962. Ces chiffres montrent que la régression de la consommation de houille constatée dans l'industrie ces dernières années n'a été contenue que temporairement; l'emploi croissant du pétrole et la réduction des consommations spécifiques continueront à montrer leur effet, en particulier dans les industries des matériaux de construction et du textile. Il faut ajouter à cela que le restockage sera, dans ces secteurs, plus limité qu'en 1963, si bien que par rapport à l'an dernier les livraisons seront plus en retrait encore que la consommation.

Il est particulièrement difficile de se faire une opinion sur le secteur domestique pour le trimestre qui commence. De manière générale, des précautions ont été prises pour satisfaire à la demande d'un hiver plus froid que celui que nous avons connu et éviter tout goulot d'étranglement dans les livraisons. Comme l'hiver a été jusqu'ici normal, le niveau des stocks chez les consommateurs

et les négociants doit être, au début du deuxième trimestre, relativement élevé. Il est malaisé de dire dans quelle mesure la consommation des prochains mois sera couverte par des livraisons nouvelles plutôt que par un appel aux stocks. Le niveau des prix d'été influera sur les décisions.

Ces circonstances expliquent les réserves que nous faisons sur les chiffres de livraisons du secteur domestique. On escompte des livraisons de houille comparables en volume à celles du deuxième trimestre 1962. L'écoulement d'agglomérés (3,4 millions de t) serait au contraire inférieur de 0,2 million de t à celui d'il y a deux ans, et les ventes de coke (2,7 millions de t) inférieures de 0,5 million de t. Il va sans dire que les livraisons de tous les combustibles solides se situeront nettement en dessous des niveaux enregistrés au cours du deuxième trimestre 1963 (12,4 millions de t pour l'ensemble au lieu de 14,3 millions de t).

Exportations

Les exportations vers les pays tiers resteront probablement au niveau peu élevé de l'an dernier;

on s'attend à un chiffre de 0,8 million de t pour la houille comme pour le coke.

Production

Dans presque tous les pays de la Communauté la production de houille se tiendrait au niveau de l'an dernier. Ce n'est qu'en France qu'on prévoit un accroissement; il s'agit de 1 million de t, qui correspondent approximativement au tonnage perdu en raison de la grève de 1963, celle-ci s'étant prolongée jusqu'aux premiers jours d'avril. Pour l'ensemble de la Communauté, la production atteindrait 56,8 millions de t, soit 1,2 million de t de plus qu'en 1963.

On estime que les effectifs au fond continueront à diminuer, surtout en république fédérale d'Allemagne et aux Pays-Bas. Pour la Belgique on prévoit un accroissement des effectifs de l'ordre de 3 %. Le rendement fond augmentera vraisemblablement dans chaque pays et, dans l'ensemble, compenserait l'affaîsissement des effectifs; ce n'est qu'aux Pays-Bas que l'amélioration prévue serait trop faible pour balancer la perte de main-d'œuvre.

TABLEAU 1

Production de houille dans la Communauté

(en 1.000 t)

Pays	Deuxième trimestre 1964	Deuxième trimestre 1963	Différence	
	Prévisions	Réalizations	t	%
Allemagne (R.F.)	34.800	34.601	+ 199	+ 0,6
Belgique	5.400	5.403	— 3	— 0,1
France	13.600	12.621	+ 979	+ 7,8
Italie	150	147	+ 3	+ 2,0
Pays-Bas	2.820	2.828	— 8	— 0,3
Communauté	56.770	55.600	+ 1.170	+ 2,1

Importations en provenance des pays tiers

Pour la première fois depuis un an, le volume d'importations serait en recul. Contrastant avec un volume à peu près constant de 8,5 à 9 millions de t pour les quatre derniers trimestres, on n'aurait que 7,3 millions de t au deuxième trimestre 1964, mais il faut observer que ce tonnage reste nettement

supérieur à celui de la période de référence 1959-62. La majeure partie des importations, essentiellement des charbons gras, viendra encore des U.S.A.; le Royaume-Uni et l'U.R.S.S. seront les deuxième et troisième fournisseurs de la Communauté. Le tableau suivant montre que la réduction la plus marquée affectera les importations de charbon anglais :

TABLEAU 2

Importations par pays de provenance

(en 1.000 t)

Pays de provenance	Deuxième trimestre 1964	Deuxième trimestre 1963	Différence	
	Prévisions	Réalisations	t	%
U.S.A.	4.665	5.544	— 879	— 16
Royaume-Uni	1.080	1.531	— 451	— 29
Pologne	500	368	+ 132	+ 36
U.R.S.S.	880	1.063	— 183	— 17
Autres pays	210	357	— 147	— 41
Total	7.335	8.863	— 1.528	— 17

Parmi les pays destinataires, c'est en France qu'on trouve la contraction la plus marquée dans les achats; cette réduction rend compte à elle seule des 2/3 de la réduction enregistrée pour l'ensemble de la Communauté.

TABLEAU 3

Importations de houille en provenance des pays tiers par pays de la Communauté

(en 1.000 t)

Pays d'importation	Pays fournisseurs	Deuxième trimestre 1964	Deuxième trimestre 1963	Différence	
		Prévisions	Réalisations	t	%
Allemagne (R. F.)	U.S.A.	1.550	1.656	— 106	— 6
	autres pays	270	311	— 41	— 13
	total	1.820	1.967	— 147	— 7
Belgique	U.S.A.	380	475	— 95	— 20
	autres pays	420	508	— 88	— 17
	total	800	983	— 183	— 19
France	U.S.A.	500	893	— 393	— 44
	autres pays	830	1.343	— 513	— 38
	total	1.330	2.236	— 906	— 41
Italie	U.S.A.	1.510	1.945	— 435	— 22
	autres pays	715	575	+ 140	+ 24
	total	2.225	2.520	— 295	— 12
Luxembourg	U.S.A.	—	4	— 4	— 100
	autres pays	5	4	+ 1	+ 25
	total	5	8	— 3	— 38
Pays-Bas	U.S.A.	725	571	+ 154	+ 27
	autres pays	430	578	— 148	— 26
	total	1.155	1.149	+ 6	+ 1
Communauté	U.S.A.	4.665	5.544	— 879	— 16
	autres pays	2.670	3.319	— 649	— 20
	total	7.335	8.863	— 1.528	— 17

Stocks de houille à la mine

Si les prévisions de demande, de production et d'importation se réalisent, il faut prévoir encore pour ce second trimestre 1964 une augmentation des stocks à la mine. Le stockage prévu s'élève à un million de t environ, mais ce chiffre est inférieur aux 2,1 millions de t du premier trimestre.

Dans une certaine mesure, le stockage du premier trimestre résulte de la mauvaise navigabilité du Rhin. Les consommateurs, trouvant leurs stocks satisfaisants, n'ont pas été amenés à recourir aux chemins de fer. En outre les prix d'été, déjà annoncés ou attendus, et qui valent à partir d'avril, peuvent avoir causé un certain ralentissement des commandes. La majeure partie de

l'alourdissement des stocks à la mine consiste en charbons gras. Indépendamment des difficultés de transport déjà citées, l'augmentation de la production de charbon gras peut avoir joué un rôle.

Le stockage au cours du deuxième trimestre porterait principalement sur les charbons gras; il serait particulièrement marqué en Belgique (0,4 million de t), mais n'atteindrait pas 0,3 million de t dans les autres pays.

Conclusion

L'élément caractéristique des prévisions pour le deuxième trimestre 1964 est la contraction des importations en provenance des pays tiers. L'équilibre du marché charbonnier ne sera cependant pas

encore réalisé; un excédent de l'offre sur la demande subsiste. L'accroissement des stocks à la mine n'a d'ailleurs qu'une portée limitée et devrait se ralentir quelque peu au deuxième trimestre.

Le problème se pose, dès lors, d'adapter mieux les importations aux besoins, mais on ne peut ignorer les conséquences commerciales qui en résulteraient pour les consommateurs.

On trouvera ci-après les bilans prévisionnels pour le deuxième trimestre 1964 pour la houille, les agglomérés de houille et le coke de four, ainsi que pour les briquettes et le semi-coke de lignite.

TABLEAU 4

Approvisionnements et besoins en combustibles solides de la Communauté
Prévisions pour le deuxième trimestre 1964

(en 1.000 t)

	Houille	Agglomérés de houille	Coke de four	Briquettes et semi-coke de lignite
1. Production	56.770	3.815	18.390	3.975
2. Corr. pour bas-prod.	+ 280	—	—	—
3. Import. prov. pays tiers				
a) U.S.A.	4.665	—	—	—
b) autres pays	2.670	10	105	1.280
c) Total	7.335	10	105	1.280
4. Ressources (1 à 3)	64.385	3.825	18.495	5.255
5. Demande intérieure				
a) consommation propre	1.480	10	510	140
b) livraisons au personnel	705	170	100	60
c) centrales minières	4.670	—	—	—
d) centrales publiques	7.995	—	—	—
e) usines à gaz	1.885	—	—	—
f) chemins de fer	2.275	105	—	—
g) cokeries	24.250	—	—	—
h) industrie sidérurgique	920	5	11.950	80
i) autres industries	7.275	50	1.795	605
j) foyers domestiques	6.265	3.445	2.650	3.890
k) usines d'agglomérés	3.785	—	—	—
l) divers	1.080	25	560	380
Total	62.585	3.810	17.565	5.155
6. Mouvement des stocks chez les consommateurs	+ 565	—	+ 50	—
7. Exportations vers pays tiers	805	25	795	100
8. Besoins totaux (5 + 7)	63.390	3.835	18.360	5.255
9. Stocks à la production (début)	13.000	85	2.500	—
10. Mouvement stocks à la production	+ 995	— 10	+ 135	—
11. Stocks à la production (fin)	13.995	75	2.635	—
12. Mouvement stocks à l'importation	—	—	—	—

Au 2^e trimestre 1963, les réalisations houille ont été de 55.600.000 t pour la production (1), de 64.811.000 t pour les ressources (4) et de 66.542.000 t pour les besoins totaux (8).

II — PROGRAMME PRÉVISIONNEL « SIDÉRURGIE »

L'amélioration quantitative sur le marché commun de l'acier qui avait commencé à se manifester au quatrième trimestre 1963, s'est poursuivie au premier trimestre 1964 de sorte que la production d'acier y a dépassé d'un million de tonnes la prévision faite au mois de décembre.

La situation grave dans le fonctionnement du marché de l'acier par suite du déséquilibre entre l'offre et la demande, avait conduit la Haute Autorité à recommander à la sidérurgie une certaine prudence dans l'augmentation de son rythme de production, à un moment où les carnets de commande se situaient à un niveau si bas qu'ils ne permettaient plus une organisation rationnelle de la production.

Les mesures prises dans le courant du mois de janvier, ainsi que l'amélioration de la conjoncture mondiale, la fin du cycle de déstockage, et l'amorce d'une nouvelle conjoncture de développement de l'activité des industries d'investissement dans les pays où elle avait connu une stagnation marquée, se sont conjuguées pour provoquer, au début de l'année 1964, un afflux exceptionnel de commandes auprès des usines de la Communauté.

Il importe de distinguer dans cet afflux ce qui correspond aux besoins réels à satisfaire, de façon à y adapter la production; il ne faudrait pas qu'un excès de demande momentanée engage l'économie sidérurgique de la Communauté dans un nouveau cycle des carnets et des stocks, qui par une ascension trop rapide, compromettrait une expansion régulière de la production, plus favorable à l'accroissement de la productivité et à la réduction des coûts.

L'analyse de la conjoncture économique générale et du développement des grandes industries consommatrices d'acier, présentée en même temps que le présent programme prévisionnel « sidérurgie », montre que l'expansion de la consommation d'acier de la Communauté s'appuiera en Allemagne sur la reprise de l'activité des industries d'équipement qui doivent faire face à une demande intérieure et extérieure en nette augmentation. De même, dans l'ensemble du Bénélux, l'activité des industries consommatrices d'acier sera élevée, pour répondre à la demande intérieure d'investissement et aux nombreuses commandes reçues des pays tiers, où la conjoncture se trouve actuellement favorable.

En France et en Italie, par contre, on doit s'attendre à un relentissement de la croissance

portant tant sur certains investissements que sur la demande de biens de consommation durables, par suite des mesures de stabilisation prises à l'automne 1963. Le niveau d'expansion déjà atteint à la fin de 1963 permettra cependant encore, dans la première partie de 1964, de faire apparaître des taux de croissance assez élevé par rapport au premier semestre 1963.

Parmi les secteurs industriels, le bâtiment est celui qui connaît toujours la plus forte demande; une reprise se manifeste en Allemagne dans la construction de machines; la construction automobile devrait par contre atténuer quelque peu, au moins en France et en Italie, le fort rythme de croissance qu'elle avait connu au cours des deux dernières années.

A l'exportation, la situation favorable de la conjoncture mondiale conduit à un accroissement des besoins bien que le niveau exceptionnellement élevé des commandes d'acier reçues par la Communauté de la part des pays tiers au cours des derniers mois, traduise pour une part le désir des utilisateurs étrangers de se munir à un moment où les prix sont considérés comme ayant atteint leur niveau le plus bas.

C'est dans cette conjoncture d'ensemble que la sidérurgie de la Communauté doit accroître sa production pour faire face à l'accroissement des besoins. Les capacités de production disponibles dans la Communauté devraient d'ailleurs inciter les utilisateurs à équilibrer leurs commandes avec l'accroissement réel de ces besoins, de façon à éviter une exagération du mouvement conjoncturel, dont ils seraient les premières victimes.

A — Acier

L'activité des industries transformatrices de la Communauté qui, en partie pour des raisons de compensation de l'hiver, avait augmenté au deuxième trimestre 1963 de 6 % par rapport au deuxième trimestre 1962, pourrait, du fait cette fois du mouvement de reprise conjoncturelle mentionné, augmenter de 7 % au deuxième trimestre 1964 par rapport au deuxième trimestre 1963. La consommation réelle d'acier s'élèverait alors à 18,4 millions de t ⁽¹⁾.

(1) En équivalent d'acier brut.

Même si les rentrées de commandes à l'exportation ne devaient pas se maintenir au rythme élevé de ces dernières années, les *exportations* effectives au deuxième trimestre 1964 seraient, eu égard aux commandes en carnets, d'au moins 3,4 millions de t ⁽¹⁾.

Il est difficile de dire quelle sera à très court terme la résultante sur *l'importation*, d'une part, de l'augmentation de l'activité des industries transformatrices de la Communauté ainsi que du commerce mondial, d'autre part des mesures prises pour faire face aux importations à trop bas prix. On a retenu pour hypothèse le même niveau d'importation qu'au deuxième trimestre 1963 soit 1,2 million de t ⁽¹⁾.

A la fin de 1963, les *stocks* pouvaient dans l'ensemble de la Communauté être considérés comme revenus en moyenne à leur niveau normal, un peu au-dessous dans certains pays, un peu au-dessus dans d'autres. Ils n'auraient pas augmenté au premier trimestre 1964 malgré le désir de certains utilisateurs de procéder à la reconstitution de stocks devenus trop bas, eu égard surtout à l'augmentation du rythme d'activité de leurs industries. La situation est donc ici assez saine

(1) En équivalent d'acier brut.

et il n'est même pas certain que l'on observe cette année la baisse saisonnière de stocks que la pointe d'activité des industries transformatrices provoque habituellement au deuxième trimestre.

L'augmentation du rythme de production exigera un certain accroissement du stock technique de métal en cours de transformation qui sera peut-être partiellement compensé par une réduction des stocks en usines dans l'un des pays de la Communauté.

Compte tenu de la petite consommation directe de ferraille dans les laminoirs, la *production* d'acier brut nécessaire pour couvrir les besoins ci-dessus décrits, serait de 20,5 millions de t. A titre indicatif et sous réserve de l'évolution des échanges entre les pays du marché commun, elle pourrait se répartir entre eux comme l'indique le tableau I ci-après.

Les *produits* pour lesquels la demande est la plus active, sont les tôles fines; la reprise de l'activité d'investissement se marque également sur la demande de tôles fortes, mais pour le fil machine l'augmentation de la demande est moins marquée. La reprise de l'activité d'investissement devrait également améliorer la position des aciers spéciaux dont la proportion avait quelque peu diminué au cours de l'année 1963.

TABLEAU I

Production d'acier brut

(en millions de tonnes)

Pays	1961				1962				1963				1964	
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I Estim.	II Prév. ⁽¹⁾
Allemagne (R.F.)	8,84	8,44	8,41	7,77	8,07	8,12	8,54	7,83	7,75	7,62	8,07	8,16	8,93	9,25
Belgique	1,44	1,94	1,84	1,79	1,86	1,88	1,77	1,83	1,84	1,86	1,84	1,99	2,10	2,1
France	4,70	4,48	4,05	4,36	4,36	4,37	4,06	4,46	4,32	4,60	4,04	4,60	4,83	4,9
Italie	2,23	2,23	2,25	2,34	2,42	2,31	2,27	2,43	2,55	2,62	2,42	2,54	2,48	2,5
Luxembourg	1,03	1,05	1,06	0,98	0,99	0,99	1,01	1,02	0,99	1,00	1,03	1,02	1,09	1,1
Pays-Bas	0,53	0,50	0,47	0,47	0,51	0,51	0,55	0,52	0,54	0,61	0,57	0,62	0,66	0,65
Communauté	18,77	18,70	18,08	17,69	18,21	18,18	18,20	18,09	17,99	18,31	17,97	18,92	20,09	20,5

(1) Prévision pour mars.

B — Ferraille

La *consommation spécifique de ferraille* dans les aciéries a quelque peu augmenté dans certains pays, mais pour l'ensemble de la Communauté les taux de consommation n'ont pas dépassé ceux atteints au premier trimestre 1963. On peut penser qu'il sera de même au deuxième trimestre 1964,

et les *besoins de ferraille pour les aciéries* s'élèveraient alors à 8,7 millions de t.

La *consommation spécifique dans les hauts fourneaux* s'est abaissée jusqu'à 32 kg par tonne de fonte en janvier et ne semble pas dans l'état actuel du marché devoir remonter au cours des prochains mois. Les *besoins pour les hauts fourneaux*

s'élèveraient alors à 0,45 million de tonnes. La consommation de ferraille dans les laminoirs serait d'environ 0,08 million de t. Les exportations se sont accrues au cours des derniers mois et pourraient atteindre du fait des licences accordées environ 0,05 million de t au deuxième trimestre 1964.

Pour couvrir ces besoins, les ressources propres fourniraient 5,35 millions de t, leur taux par rapport à la production d'acier brut s'abaissant comme déjà observé précédemment, avec l'amélioration du rythme de marche de la sidérurgie. Les achats intérieurs nets avaient déjà atteint voici deux ans au deuxième trimestre le niveau de 3,33 millions de t, de sorte qu'avec l'augmentation de l'activité transformatrice depuis lors ils devraient pouvoir atteindre au moins 3,4 millions de t au deuxième trimestre 1964.

Si l'on considère que les stocks ont atteint au premier trimestre un niveau assez bas, il faut prévoir de couvrir par les importations les besoins complémentaires de 0,53 million de t.

C — Fonte

Complémentaire de la consommation de ferraille, la consommation de fonte dans les aciéries resterait en moyenne pour la Communauté assez stable dans son taux et atteindrait en volume 13,95 millions de t au deuxième trimestre 1964. La consommation apparente des fonderies de fonte qui s'était abaissée à 0,85 million de t au troisième trimestre 1963 devrait avec la conjoncture se relever à son niveau habituel d'environ 1,0 million de t par trimestre. Les exportations pourraient comme depuis un an et demi atteindre au deuxième trimestre 1964 0,1 million de t environ.

De même les importations se sont situées depuis le deuxième trimestre 1962 légèrement au-dessus de 0,3 million de t par trimestre; elles pourraient encore atteindre à peu près ce montant au deuxième trimestre 1964. Si l'on suppose que les stocks auprès des usines, qui ont sensiblement baissé au quatrième trimestre 1963, restent constants au deuxième trimestre 1964, on obtient un besoin de production de fonte de 14,75 millions de t pour ce trimestre.

TABLEAU II

Production de fonte

(en millions de tonnes)

Pays	1961				1962				1963				1964	
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I ⁽¹⁾	II ⁽²⁾
Allemagne (R.F.)	6,51	6,41	6,46	6,05	6,01	6,03	6,30	5,90	5,71	5,56	5,79	5,85	6,33	6,52
Belgique	1,27	1,77	1,73	1,68	1,68	1,72	1,67	1,69	1,69	1,72	1,71	1,83	1,93	1,93
France	3,76	3,65	3,40	3,58	3,51	3,52	3,30	3,62	3,46	3,75	3,34	3,75	3,90	3,95
Italie	0,71	0,80	0,80	0,80	0,81	0,86	0,97	0,95	0,90	0,98	0,98	0,92	0,86	0,92
Luxembourg	0,95	0,96	0,95	0,91	0,91	0,88	0,89	0,91	0,86	0,88	0,91	0,91	0,97	0,97
Pays-Bas	0,37	0,38	0,34	0,36	0,40	0,35	0,43	0,40	0,39	0,42	0,45	0,45	0,50	0,46
Communauté	13,57	13,97	13,68	13,38	13,32	13,36	13,56	13,47	13,01	13,31	13,18	13,71	14,49	14,75

(¹) Chiffres prévisionnels pour mars.

(²) Prévision.

D — Agglomérés de minerai de fer

La consommation spécifique d'agglomérés de minerai de fer par tonne de fonte s'est élevée à 979 kg au quatrième trimestre 1963. Compte tenu de l'augmentation de la production de fonte, elle s'accroîtra à l'avenir moins rapidement que pendant les trois années où la production de fonte est restée stagnante. L'importance des programmes d'agglomérés en cours de réalisation devrait cependant la porter aux environs de 1.035 kg malgré l'augmentation attendue de la production de fonte. La consommation et partant la production d'agglomérés

atteindraient alors dans la Communauté environ 15,3 millions de t au deuxième trimestre 1964.

E — Minerai de fer (en fer contenu)

Les besoins de minerai de fer pour les hauts fourneaux atteindraient 11,8 millions de t au deuxième trimestre 1964, auxquels s'ajouteraient 0,2 million de t de besoins pour les aciéries et environ 0,05 million de t pour les tonnages destinés à l'exportation.

TABLEAU III

Production marchande de minerai de fer

(en millions de tonnes)

Pays	1961				1962				1963				1964	
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I Estim.	II Prév.
Allemagne (R.F.)	1,13	1,12	1,11	1,06	0,99	0,98	1,00	0,94	0,98	0,76	0,75	0,63	0,74	0,8
Belgique	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,00	0,01	0,01	0,01
France	5,22	5,05	4,47	4,97	5,22	5,06	4,37	4,95	4,11	4,80	3,89	4,44	4,67	4,9
Italie	0,14	0,15	0,15	0,12	0,12	0,14	0,14	0,14	0,14	0,11	0,14	0,09	0,10	0,09
Luxembourg	0,43	0,47	0,48	0,44	0,42	0,36	0,39	0,37	0,41	0,39	0,48	0,40	0,39	0,4
Communauté	6,93	6,80	6,22	6,60	6,76	6,55	5,91	6,38	5,65	6,07	5,26	5,57	5,91	6,2

Ces besoins pourront être couverts par une production en augmentation dans les pays, où la sidérurgie s'approvisionne principalement en minerai local; une réduction des stocks aux mines y est également probable. Par contre, dans les autres pays l'augmentation des besoins se traduira par une augmentation des importations et une probable réduction des stocks de minerai importé, entreposés aux usines.

La *production marchande* pourrait atteindre 6,2 millions de t, dépassant quelque peu celle du deuxième trimestre 1963, mais restant inférieure à la production des seconds trimestres de 1961 et 1962. Les *importations* s'élèveraient à 5,6 millions de t contre 5,27 millions de t au deuxième trimestre 1963 et un record précédent de 5,49 millions de t au deuxième trimestre 1961. La *réduction totale des stocks aux mines et aux usines* pourrait être de l'ordre de 0,25 million de t.

F — Coke

La *mise au mille de coke dans les hauts fourneaux* s'est abaissée à 753 kg par tonne de fonte au quatrième trimestre 1963. L'augmentation de la production de fonte atténuera quelque peu l'effet de l'augmentation de la consommation d'agglomérés; d'autres facteurs entrent par contre en ligne de compte, comme le développement de la consommation de fuel, de sorte qu'un abaissement de la mise au mille jusqu'à 728 kg au deuxième trimestre 1964 pourrait être atteint.

Les *besoins en coke pour les hauts fourneaux* s'élèveraient alors à 10,75 millions de t. Il s'y ajouterait les besoins pour agglomérations: 1,0 million de t et la consommation pour *autres usages*: 0,2 million de t.

L'ensemble de ces besoins sera couvert sans difficultés par les livraisons fraîches à l'industrie sidérurgique.

TABLEAU IV

Consommation totale de coke

(en millions de tonnes)

Pays	1961				1962				1963				1964	
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I Estim.	II Prév.
Allemagne (R.F.)	5,80	5,66	5,21	5,31	5,16	5,08	5,18	4,93	4,70	4,44	4,57	4,70	4,98	5,10
Belgique	1,14	1,54	1,50	1,46	1,45	1,47	1,41	1,44	1,46	1,40	1,39	1,48	1,53	1,50
France	3,83	3,68	3,49	3,69	3,54	3,44	3,23	3,52	3,43	3,49	3,12	3,49	3,53	3,48
Italie	0,55	0,56	0,57	0,59	0,59	0,62	0,71	0,70	0,68	0,68	0,69	0,64	0,61	0,63
Luxembourg	1,02	1,03	1,03	1,01	1,00	0,94	0,96	0,98	0,92	0,90	0,93	0,91	0,93	0,91
Pays-Bas	0,29	0,30	0,26	0,29	0,29	0,26	0,31	0,30	0,24	0,31	0,31	0,35	0,37	0,33
Communauté	12,63	12,77	12,52	12,35	12,03	11,81	11,80	11,65	11,43	11,22	11,01	11,57	11,95	11,95

**Prévision des disponibilités et des besoins de la Communauté en produits sidérurgiques
et en matières premières nécessaires à leur fabrication**

Deuxième trimestre 1964

(en millions de tonnes)

A — ACIER BRUT		D — AGGLOMÉRÉS DE MINERAI	
1. Consommation réelle	18,40	27. Production/consommation	15,30
2. Variation des stocks ⁽¹⁾	—		
3. Exportation	3,40		
4. Besoins totaux	21,80		
5. Production d'acier brut	20,50		
6. Consommation de ferraille dans les lami- noirs	0,10		
7. Importation	1,20		
8. Ressources totales	21,80		
B — FERRAILLE ⁽²⁾		E — MINERAI DE FER (en fer contenu)	
9. Consommation dans les aciéries	8,70	28. Consommation dans les hauts fourneaux et agglomérations	11,80
10. Consommation dans les hauts fourneaux	0,45	29. Consommation dans les aciéries	0,20
11. Consommation de ferraille dans les lami- noirs	0,08	30. Exportation	0,05
12. Exportation	0,05	31. Besoins totaux	12,05
13. Besoins totaux	9,28	32. Production	6,20
14. Ressources propres des usines	5,35	33. Importation	5,60
15. Achats intérieurs nets ⁽³⁾	3,40	34. Réduction des stocks aux mines et usines	0,25
16. Importation	0,53	35. Ressources totales	12,05
17. Réduction des stocks aux usines	—		
18. Ressources totales	9,28		
C — FONTE		F — COKE	
19. Consommation dans les aciéries	13,95	36. Consommation dans les hauts fourneaux	10,75
20. A la disposition des fonderies	1,00	37. Consommation dans les agglomérations	1,00
21. Exportation	0,10	38. Autres usages	0,20
22. Besoins totaux	15,05	39. Besoins totaux	11,95
23. Production	14,75	40. Livraisons à l'industrie sidérurgique	11,95
24. Importation	0,30	41. Réduction des stocks	—
25. Réduction des stocks	—	42. Ressources totales	11,95
26. Ressources totales	15,05		

⁽¹⁾ Stocks des producteurs, négociants et utilisateurs.

⁽²⁾ Y compris la consommation de ferraille et les ressources propres des fonderies d'acier indépendantes (v. *Journal Officiel de la Communauté européenne du charbon et de l'acier* du 25 janvier 1958).

⁽³⁾ Après déduction des ventes de l'industrie sidérurgique à d'autres usines de la Communauté.

8106* — Principes et méthodes de l'enquête de conjoncture auprès des chefs d'entreprise de la Communauté

Dans cette brochure, l'enquête de conjoncture auprès des chefs d'entreprise de la Communauté est décrite en détail; en particulier, le champ de l'enquête, le calendrier adopté, le questionnaire, la nomenclature et sa correspondance avec les nomenclatures usuelles, les méthodes de pondération utilisées. Un chapitre spécial est consacré à la description de l'enquête de conjoncture sur les investissements.

Cette brochure est un numéro hors série du périodique « *Résultats de l'enquête de conjoncture auprès des chefs d'entreprise de la Communauté* », paraissant tous les quatre mois et publié, à partir de cette année, dans trois éditions bilingues : français/italien, allemand/néerlandais, anglais/français.

Prix de vente du périodique : par numéro : FB 35,—; FF 3,50.
abonnement annuel : FB 100,—; FF 10,—.

Ce numéro hors série est édité en français, allemand, italien, néerlandais et anglais, et sera distribué gratuitement à tous les abonnés aux « Résultats de l'enquête de conjoncture auprès des chefs d'entreprise ».

Des abonnements peuvent être souscrits aux bureaux de vente et d'abonnements indiqués pour chaque pays à la dernière page de la couverture.

OFFICE STATISTIQUE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

STATISTIQUES DE L'EMPLOI

1958 — 1962

Série « Statistiques sociales » — n° 4/1963

Dans la série « Statistiques sociales », a paru un recueil de statistiques de l'emploi dans les pays de la Communauté et en Grèce. La publication rassemble pour la période de 1958 à 1962 des données sur la structure de la population, de la main-d'œuvre et de l'emploi, sur la durée du travail par branches d'activité ainsi que sur le chômage, les offres d'emploi et les placements. Sont également comprises les statistiques des conflits du travail, des migrations et de la main-d'œuvre étrangère. Les différents chapitres sont accompagnés des notes explicatives méthodologiques.

L'ouvrage comprend 300 pages et est édité dans les quatre langues officielles de la Communauté. Le prix de vente s'élève à 100 FB (FF 10.—).

Les commandes doivent être adressées aux bureaux de vente et d'abonnement indiqués à la dernière page du *Journal officiel des Communautés européennes*.

